

Édito

Accueillir les réfugiés? Oui, mais pas ici...

Par Francis Van de Woestyne

Avril 2015. Un navire transportant plus de 700 migrants fait naufrage en Méditerranée. Cette mer, bleue, belle, celle que nous aimons en vacances se révèle, sur d'autres rives, le cimetière de milliers d'anonymes. Ce jour-là, le PS, par la voie de son président, Elio Di Rupo, appelle à développer une politique européenne et regrette que la Belgique n'y réponde pas clairement.

Août 2015. Face à l'arrivée massive de réfugiés, le gouvernement belge décide de créer 2 756 nouvelles places d'accueil dans sept endroits: trois en Wallonie, trois en Flandre et un à Bruxelles. Précipitée, la décision? Le gouvernement a dû faire face à une demande soudaine. Laisser pourrir la situation eût été pire. Maladroite, la répartition? Une trop forte concentration de réfugiés dans une même localité peut entraîner des difficultés. Mais la décision est provisoire. Sous-

financée? Pour que l'accueil se déroule avec humanité, des budgets doivent être débloqués. Un suivi des situations locales s'impose aussi.

Mais on ne peut qu'être surpris par la réaction du PS de Tournai qui doit accueillir une partie des réfugiés. La décision a provoqué la "consternation" du bourgmestre en titre, Rudy Demotte: *"Cela revient à ghettoïser des poches entières de populations au statut précaire, En tant que socialiste, je ne peux l'accepter."* Avant lui, le bourgmestre en titre avait considéré que *"loger des réfugiés politiques dans l'ancienne caserne Saint-Jean allait entraîner une augmentation du racisme dans la société belge, dans sa ville en particulier"*. Curieuse attitude d'un parti qui plaide d'un côté pour l'accueil et, de l'autre, le refuse quand les réfugiés atterrissent dans des localités socialistes.

La gestion des réfugiés est délicate. Elle appelle courage, sang-froid et cohérence.